



GOUVERNEMENT ET DIRECTION SNCF : EXÉCUTANTS OU EXÉCUTEURS ?

La réforme pour un nouveau pacte ferroviaire de 2018 continue d'engendrer son lot de conséquences désastreuses pour le système ferroviaire en général, et particulièrement pour le transport de marchandises, avec pour cible, le Fret SNCF dans un premier temps.

Au cours du CSE FRET de ce jour, la direction SNCF annonce que la commission européenne s'apprête à déclencher une procédure à l'encontre de la France pour « aide illicite » et distorsion aux règles de la concurrence concernant le FRET SNCF.

En 2018, la loi instaure la création de la société anonyme (SAS) FRET SNCF qui devient une filiale du Groupe Public Unifié (GPU). La dette d'État d'un montant de 5,2 milliards d'euros logée chez FRET, est transférée au groupe SNCF dans sa holding (SA SNCF).

C'est ce montage du gouvernement de l'époque et de la Première ministre actuelle qui est visé. La commission européenne estime qu'en désendettant FRET SNCF, une aide anti-concurrentielle lui a été accordée au désavantage des autres opérateurs ferroviaires de marchandises privés.

Cette procédure scandaleuse pourrait conduire, à terme, à réattribuer la dette de 5,2 milliards d'euros dans les comptes de FRET SNCF et obliger à céder une partie importante des contrats de fret actuels aux opérateurs privés.

Fret SNCF, devenue une filiale de droit privé, devrait, seule, en assumer les conséquences. Le FRET SNCF pourrait à terme être liquidé avec les conséquences sociales, économiques et environnementales induites.

C'est une aubaine pour le gouvernement et la direction qui veulent depuis des années en finir avec l'entreprise publique. Au-delà des plans de restructurations successifs depuis l'ouverture à la concurrence du FRET en 2006, les récentes ventes d'ERMEWA (wagons de marchandises) et d'AKIEM (locomotives FRET), ont eu pour seul objectif de radier FRET SNCF du transport ferroviaire de marchandises.

Si les différents paquets ferroviaires européens et les choix des gouvernements successifs de les appliquer sont une des causes de la situation du FRET aujourd'hui, la direction de la SNCF porte, elle aussi, une lourde responsabilité.

Cette nouvelle attaque libérale contre notre entreprise doit conduire à une riposte massive de l'ensemble du corps social cheminot pour regagner une entreprise unique, publique et intégrée.

